BULLETIN D'INFORMATION
DU
COMITÉ pour l'AMNISTIE en POLOGNE

Présidente : **Mme SÉVERINE**

SECRÉTARIAT : 12, Rue de la Grange-Batelière, PARIS (9e)
TÉLÉPHONE : PROVENCE 04-62

INEDIT. PRIERE DE REPRODUIRE

Paris, le 3 Février 1928

Sommaire du N° 7

AUTOUR DU PROCES DE LA "HROMADA"

Les préparatifs pour le jugement du procès intenté aux membres de la "Hromada" continuent. Le II décembre dernier ont été transportés de la prison de Wronki à Wilno, dans un wagon spécial, quatre députés blanc-russiens : B. Taraszkiewicz, Rak-Michajlowski, P. Miotla et P. Woloszyn, où ils seront jugés avec un groupe de 56 autres membres de la "Hromada".

Un autre groupe de I33 membres de la "Hromada", paysans et intellectuels, seront jugés à Bialystok.

La presse polonaise donne des nouvelles très diverses sur le procès des représentants de la population blanc-russienne. D'après les journaux, le groupe des "I33" serait jugé le 7 courant, et la date du jugement du groupe des 56 ne serait pas encore fixée.

Mais tout dernièrement, nous avons appris que le procès des "I33" commencerait le 23 courant.

Nous donnons ces informations sous toutes réserves, car il est fort probable que le procès ne sera jugé qu'après les élections législatives, qui ont lieu le 4 et II mars.

Les deux premiers groupes des I89 victimes de la répression fasciste seront donc jugés après I3 mois de prison préventive, d'après les nouvelles officielles. On ignore jusqu'à présent la date approximative du jugement des autres victimes des provocations policières.

La division en plusieurs groupes des 500 détenus, paysans et intellectuels, blanc-russiens, pour leur jugement, et l'incertitude de la date des procès sont des manoeuvres du gouvernement polonais.

Les bourreaux polonais veulent diminuer l'importance de leurs crimes, envers les minorités nationales lors de la vague de répression de janvier I927, dans les régions frontières. ; ils veulent aussi empêcher l'organisation d'une large campagne pour la défense de leurs victimes.

LA FASCISTISATION DES ECOLES SUPERIEURES

Le Ministère de l'Instruction publique a élaboré tout dernièrement un projet de loi sur "les rapports de service des professeurs de l'Université".

Ce projet constitue une atteinte à l'autonomie et l'indépendance des écoles supérieures et des professeurs, vis-à vis de l'Etat, indépendance dont ils avaient joui jusqu'à nos jours.

Nous citons les deux articles les plus caractéristiques du projet en question, pour montrer la tendance du gouvernement de Pilsudski, à mettre la main sur le personnel des écoles supérieures.

Article 2I - Au cas où il serait nécessaire de supprimer une chaire, si le professeur de cette chaire ne recevait pas en même temps sa nomination à une autre chaire, il sera admis à la retraite; si, durant un an, il ne reçoit pas de nomination pour une autre chaire, il sera démis de ses fonctions de fonctionnaire d'Etat

Ainsi, les pouvoirs administratifs auront la possibilité de supprimer des chaires dans les écoles et de "démissionner" les professeurs mal en vue par le gouvernement pour leurs idées non-fascistes.

Article 48- Dans le cas où le Ministère de l'Instruction publique voudrait prendre des sanctions disciplinaires contre un professeur pour des fautes professionnelles, le Ministre peut confier l'enquête à un de ses fonctionnaires, en écartant les pouvoirs de l'Université.

D'après ces deux seuls extraits du projet, on voit clairement que le gouvernement veut s'arroger un droit illimité sur la marche des études et sur les professeurs.

Même le journal conservateur "Czas" ,de Cracovie, se prononce contre ce projet de loi, et il émet l'opinion suivante:

"Ce projet est une atteinte directe à l'autonomie des écoles supérieures, et à la dignité des Universités.; il est imprégné des conceptions étroites des siècles passés. Il est humiliant pour un professeur d'être appelé éventuellement et convoqué par des jeunes fonctionnaires du Ministère, et surveillé par des personnes ne comprenant aucunement la vie et l'atmosphère des écoles supérieures.

Pour nous, les projets gouvernementaux sont clairs dans leur but. Le maréchal Pilsudski suit le chemin tracé par son maitre Mussolini: il emploie tous les moyens pour renforcer la dictature fasciste en Pologne.

COMMENT LE MARECHAL PILSUDSKI PREPARE

SES ELECTIONS

La campagne électorale en Pologne bat son plein. Le gouvernement de Pilsudski, pour garder une apparence de démocratie et s'assurer la majorité à la prochaine Diète, mène une large campagne pour disloquer les anciens partis politiques en fondant des partis gouvernementaux et semi-gouvernementaux. Pilsudski a obtenu une victoire dont les blocs électoraux sont une illustration. Le gouvernement possède deux listes qui se prononcent sans réserves pour Pilsudski. En outre, sont formées des listes qui mènent une campagne en faveur d'une collaboration avec le gouvernement.

Sur les 35 listes électorales déposées, et dont trois sont déjà annulées , et deux en question ,celles du parti soci liste de Gauche et du parti communiste, le gouvernement peut compter sur I6 listes électorales , qui groupent différents partis.

Dans l'opposition modérée se trouvent les partis: nationaliste, parti ouvrier national,(la droite), le parti démocrate "Wyzwolenie" le parti socialiste polonais, le parti socialiste des minorités nationales.

Dans l'opposition ouverte et décidée se trouvent: l'extrême-gauche: communistes, socialistes de gauche, parti radical des minorités nationales, de gauche, comme Selrob (ukrainien)

Contre ces diverses oppositions , modérées et ouvertes, le gouvernement pilsidskiste employe des méthodes plus ou mois sévères.

Pendant la prépar tion des élections en particulier, le gouvernement employe des méthodes terreur envers la population mécontente du système de répression sévissant en Pologne, afin de se procurer le prochaine victoire aux élections législatives aux partis gouvernementaux et semi-gouvernementaux.

Dans ce but, le gouvernement use de persécutions même vis à vis des partis de l'opposition modérée, et notamment contre la parti socialiste polonais.

Nous avons déjà cité quelques faits sur la"préparation" des élections.

Nous parlerons aujourd'hui d'un autre genre de persécutions et des documents les plus caractéristiques publiés dans la presse polonaise à ce sujet:

Le journal "Robotnik" du 22 janvier, publie un document sous le titre: "Un document qui ne demande aucun commentaires":

Sous-Préfecture de Tarnow Tarnow,le 9 janvier I928
N°5/3 pr

Pour une politique électorale uniforme

A Monsieur le Directeur à Tarnow,

Par sa circulaire N°223/7 du I6 décembre 1927, adressée à tous les ministères, Monsieur le Président du Conseil des Ministres , a décidé que...... les directeurs des administrations et des offices de l'Etat, sur le terrain des palatinats et des districts, prennent dès maintenant position vis à vis de la ligne fondamentale de la politique du gouvernement, afin que, pendant la période électorale , il n'y ait pas de divergences avec la politique gouvernementale.

Dans le but de renseigner M.M. les Directeurs des organismes administratifs sur la ligne fondamentale de la politique gouvernementale, et de fixer la tactique correspondante à la politique du gouvernement, je vous invite à assister à la réunion qui se tiendra dans mon bureau, le II courant, à I8 heures.

Le Sous-Préfet:

KRAPINSKI

Le même journal du 29 janvier publie:

Nous avons appris que le brigadier de police du XV arrondissement (à Varsovie) Sigismond Sieniawski , a convoqué au commissariat de police, il y a quelques jours, les concierges de son district et donné l'ordre de voter pour la liste N°I(le bloc de collaboration avec le gouvernement).
Nous exigeons que l'on fasse savoir à ce Monsieur qu'une méthode d'agitation semblable est inadmissible.

-

Les saisies

Le 22 janvier , la police a saisi à Sosnowiec , 20.000 tracts électoraux du parti de l'Union nationale et du bloc electoral catholique national.

Le 26, à Varsovie, la police a saisi la plateforme électorale du parti socialiste juif (Bund)

Le même jour, à Varsovie, ont été saisis les tracts du Comité électoral de l'"Unité ouvrière et paysanne"

Le journal "Gazeta Warszawska" (organe nationaliste); du 26 janvier a été saisi , pour avoir publié le compte-rendu d'un meeting électoral.(Robotnik du 27, Gazeta Warszawska du 23,28 janvier).

Agissements de provocateurs

Le journal "Robotnik" du 28 janvier publie que le 15 janvier a eu lieu dans une petite ville,Wysokie Litewskie, un meeting électoral du parti socialiste polonais. Dans la salle, où étaient réunies près de 400 personnes, se trouvait un individu nommé Marczak, "membre" de tous les partis.(C'est simplement un indicateur de la police) Au début de la réunion Marczak avait fait des interruptions contre les orateurs socialistes. Malgré les protestations d des assistants, Marczak, aidé par la police est resté dans la salle et a pris la parole après le discours d'un socialiste, Roszkowski Mais lorsque l'organisateur du meeting, Moszkowski, voulut prendre la parole après le provocateur, le police lui enjoignit de quitter immédiatement la salle. "

Voilà les faits d'une semaine , sur la "liberté" des élections et sur la "démocratie" du Duce polonais.

EN MARGE DES PERSECUTIONS ET DES PROVOCATIONS

POLICIERES

A Lapy (district de Bialystok) travaillait au chemin de fer, en qualité de chaudronnier Wasyl Zajkin .Il ne s'occupait pas de politique, était même adversaire du communisme. Malgré cela, il fut écroué, à la prison de Wilno et fut libéré après 8 mois de détention, la police n'ayant pu trouver aucune preuve du délit pour lequel il avait été arrêté. participation au parti communiste, ou sympathie pour les idées communistes.

Après sa libération, à cause des mauvais traitements subis dans sa prison, W.Zajkin tomba malade et ne put travailler durant dix mois. Après sa guérison, la direction des chemins de fer lui refusa son emploi, et le malheureux tomba dans une misère totale.

Voici les causes de son arrestation:

En 1924, deux agents de la "Défensive" (Sûreté générale) faisaient sans succès la cour aux deux soeurs de Zajkin, qui habitaient avec leur vieux père, près des frontières de la Pologne. Les deux soupirants, repoussés par les soeurs de Zajkin, décidèrent de se venger. Ils déposèrent à la police des dénonciations fausses sur la famille de Zajkin, et jetèrent un paquet de tracts communistes dans la demeure de Zajkin père. Les suites de ces agissements ne se firent pas attendre. Les deux soeurs, le père, et le frère cadet de W.Zajkin furent arrêtés et battus impitoyablement à la prison.

Le vieux Zajkin fut battu d'une façon si brutale que le bruit de sa mort se répandit bientôt dans le pays.

Lorsque Wasyl Zajkin apprit les nouvelles de l'arrestation et des tortures subies par sa famille, il se rendit, au commencement

de 1925, à la frontière pour intervenir en faveur de la libération des siens. Mais son intervention fut vaine, il fut même brutalement traité par "les gardiens de l'ordre" à la frontière. W.Zajkin retourna alors à Lapy, où il travaillait.

Quelques semaines plus tard, W.Zajkin fut arrêté, sans aucun motif, et transporté à la prison de Wilno où il devait rester six mois.

Toute la famille de Zajkin ne fut relâchée qu'après plusieurs mois, de détention, car on ne put trouver aucune preuve d'accusation.

L'affaire de W. Zajkin est assez significative par elle-même. Il faut ajouter que les coupables et les responsables n'ont pas été punis ni inquiétés. Ils continuent à garder "l'ordre" "la sûreté et "le loyalisme" des citoyens de la Pologne.

(D'après le journal Robotnik du 29 janvier 1928.)

LES ARRESTATIONS

Le 24 janvier, dans une petite ville près de Piotrkow,(palatinat de Lodz) après une perquisition chez Szymkowicz où la police découvrit une certaine quantité de tracts communistes, la cinq arrestations furent effectuées.

Le 26 janvier, à Stamparkow, (palatinat de Kielce), 9 personnes ont été arretées sous l'inculpation de propagande communiste.

Ces jours derniers, ont été arrêtés, à Swiecciany, palatinat de Wilno, l'ancien député du parti paysan indépendant, Szapiel, et à Lida, l'ancien député du parti paysan, Dubrownik. Ce dernier à été arrêté pour un discours prononcé contre le gouvernement de Witos, avant le coup d'Etat de Pisludski en 1926!

(Robotnik, 26/I/28).

A Sosnowiec (région du bassin de Dombrowa), la police a arrêté ces jours derniers, pendant une réunion communiste, cinq personnes :Grodzicki, Antoine Czech, qui avaitn quitté la prison depuis 10 jours; Ladislas Szopa, employé, Adam Sliwka et Chil Sztark, président du syndicat des tailleurs.

(Illustrowany Kurjer Codzienny 30/I/28).

A Bydgoszcz (palatinat de Poznan), ont été arrêtés deux membres de l'Union locale du Parti socialiste indépendant du travail, Zachrjasiewicz et Wnuk, pour un discours prononcé dans une réunion électorale, et jugé par les autorités locales comme propagande portant atteinte à la sécurité de l'Etat.

(Nasz Przeglad 31/I/28).

